

## I – TAXES PRINCIPALES (dans les rôles généraux de 2018)

Taxe d'habitation (TH) :	Taux	Base	Produit	Lissage
- Commune.....	21.16	10 417 627	2 204 370	0
- Majoration résidences secondaires..	>>>	>>>		>>>
- Syndicat.....				
- EPCI.....	2.59	10 419 795	269 873	0
Dont <b>TOTAL PRODUIT</b>			2 474 243	
<b>Taxe d'habitation locaux vacants (THLV):</b>				
- Commune.....	21.16	250 835	53 077	>>>
- Syndicat.....				>>>
- EPCI.....				>>>
<b>TOTAL PRODUIT</b>			53 077	
<b>Taxe sur le Foncier Bâti (TFPB) :</b>				
- Commune.....	22.15	13 784 051	3 048 999	-4 168
- Syndicat.....				
- EPCI .....	2.17	13 784 051	298 739	- 375
- Département.....	21.90	13 150 297	2 911 515	31 600
<b>TOTAL PRODUIT</b>			6 259 253	
<b>Taxe sur le Foncier Non Bâti (TFPNB):</b>				
- Commune.....	92.17	102 507	94 481	>>>
- Syndicat.....				>>>
- EPCI.....	9.83	105 734	10 394	>>>
<b>TOTAL PRODUIT</b>			104 875	
<b>Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) :</b>				
- Commune.....				
- Syndicat.....				
- EPCI (additionnelle / unique).....	33.31	6 355 029	2 132 556	15 696
(fiscalité de zone).....				
(fiscalité éolienne).....				
<b>TOTAL PRODUIT</b>			2 132 556	
<b>Taxe additionnelle spéciale annuelle Ile-de-France :</b>				
-Taxe foncière bâtie.....	>>>	>>>	>>>	>>>
- Cotisation foncière entreprises.....	>>>	>>>	>>>	>>>
<b>GEMAPI :</b>				
- Taxe foncière bâtie.....	0.0570	13 176 462	7 548	0
- Taxe foncière non bâtie.....	0.229	102 507	235	>>>
- Taxe d'habitation.....	0.0640	10 371 966	6 676	0
- Cotisation foncière entreprises.....	0.0760	6 355 029	4 822	0

Taxe additionnelle au foncier non bâti	Taux	Base	Produit
	81.48	21 314	17 367
Perçue au profit de : l'EPCI			

## II – DCRTP / GIR CONCERNANT LA COMMUNE

Dotation de compensation de la réforme de la taxe prof. (DCRTP).....	188 896
Garantie individuelle de ressources (GIR).....	358 863

## III – TAXES ANNEXES

<b>Taux pour frais de chambre</b>	
<b>D'agriculture.....</b>	23.90
<b>De chambre de commerce et d'industrie.....</b>	2.78
<b>De chambre de métiers et de l'artisanat :</b>	
- Droits fixes.....	130
- Droit additionnel.....	3.88
<b>Taxe spéciale d'équipement additionnelle à la</b>	
<b>Taxe d'habitation.....</b>	0.14400
<b>Taxe foncière bâtie.....</b>	0.20500
<b>Taxe foncière non bâtie.....</b>	0.75800
<b>Cotisation foncière des entreprises.....</b>	0.71600
<b>Cotisation caisse assurance accident agricole</b>	
<b>Droit proportionnel.....</b>	
<b>Taxe sur les pylônes.....</b>	

A TOULOUSE

Le 13/12/18

LE DIRECTEUR REGIONAL DES FINANCES PUBLIQUES

HUGUES PERRIN

## IV – COTISATION SUR LA VALEUR AJOUTEE DES ENTREPRISES (CVAE)

	Commune	EPCI	Département	Région
Due		528 958	469 093	998 075
Dégravée		219 376	194 544	414 363
Exonérée compensée				
Exonérée non compensée		246	219	

## V – IMPOSITION FORFAITAIRE SUR LES ENTREPRISES DE RESEAUX (IFER)

	Commune	EPCI	Département	Région
Eolienne				>>>
Hydrolienne				>>>
Photovoltaïque				>>>
Hydraulique				>>>
Transformateur		43 308	>>>	>>>
Station radio		9 271	4 635	>>>
Centrales élec.				>>>
Gaz+Hydrocar		4 984	4 984	>>>
Prodt chimiques				>>>
Répartiteur	>>>	>>>	>>>	>>>

## VI – TAXE SUR LES SURFACES COMMERCIALES (TASCOM)

	Commune	EPCI
Coefficient	1.15	1.00
Produit net		171 864

## VII – TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES (TEOM)

	Plein	Réduit A	Réduit B	Réduit C	Réduit D
Taux	11.81				
Base	10 713 169				
Produit	1 265 225				

Perçue au profit de : l'EPCI LAURAGAIS REVEL SOREZOIS

## VIII – SYNTHESE

ND : information non disponible au niveau communal

	Communes	Syndicat(S)	EPCI	Département	Région
TH/THLV	2 257 447		269 873	>>>	>>>
TFPB	3 048 999		298 739	2 911 515	>>>
TFPNB	94 481		10 394	>>>	>>>
TAFNB		>>>	17 367	>>>	>>>
CFE			2 132 556	>>>	>>>
DCRTP	188 896	>>>		ND	ND
GIR	358 863	>>>	-2 157	ND	ND
CVAE		>>>	748 334	663 637	1 412 438
IFER		>>>	57 563	9 619	ND
TEOM			1 262 554	>>>	>>>
TIEOM				>>>	>>>
TASCOM		>>>	171 864	>>>	>>>
TASARIF	>>>	>>>	>>>	>>>	>>>
PYLONE		>>>		>>>	>>>
GEMAPI	>>>	>>>	19 281	>>>	>>>
TOTAL	5 948 686		4 986 368	3 584 771	1 412 438

**ÉTAT 1288 – NOTICE****INDICATIONS GÉNÉRALES**

Le tableau-affiche 1288 M est établi chaque année en décembre et est destiné à être affiché en mairie, pour l'information du public.

Ces documents ont pour objet de faire connaître la nature des différentes impositions locales perçues sur le territoire de la commune au titre des impôts directs locaux, des taxes additionnelles et leur répartition entre collectivités bénéficiaires : commune, établissement public de coopération intercommunale (EPCI), département, région, syndicat(s) de communes et organismes consulaires (chambres des métiers ou d'industrie).

Les montants des impôts sur rôle (taxe d'habitation, taxes foncières, cotisation foncière des entreprises et imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau) correspondent aux rôles généraux émis dans l'année et ne comprennent donc ni les rôles supplémentaires émis au profit des collectivités, ni les dégrèvements mis à la charge des collectivités.

Cet état a été enrichi du montant du dispositif de lissage appliqué dans le cadre de la révision des valeurs locatives des locaux professionnels. En effet, l'article 34 de la loi n°2010-1658 du 29 décembre 2010 de finances rectificative pour 2010 modifié par l'article 48 de la loi n°2015-1786 du 29 décembre 2015 prévoit un dispositif de lissage. Ce dernier s'applique dès lors que la cotisation « révisée » établie l'année de l'intégration des bases révisées dans la taxation est différente de la cotisation « classique » qui aurait été strictement établie avec le système actuel en valeur locative 70. Les gains et pertes dus au lissage sont à la charge ou au bénéfice des collectivités.

La durée du lissage est de 10 ans (modulation sur les 9 premières années et première imposition avec les VL révisées la 10<sup>ème</sup> année). Il concerne notamment les cotisations de taxe foncière sur les propriétés bâties des collectivités, la TEOM (hors TEOMI), la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE), la TASARIF, la taxe GEMAPI sur le bâti, la CFE. À compter de 2018, la Taxe d'habitation (TH) est également concernée.

**Cadre I : Taxes principales**

Les taux des différentes taxes sont votés chaque année par les collectivités dans les conditions prévues à l'article 1639 A *bis* du code général des impôts (CGI).

La taxe d'habitation sur les logements vacants est une taxe facultative, instaurée sur délibération de la commune ou de l'EPCI et concerne les vacances supérieures à deux ans au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition (article 1407 *bis* du CGI). Cette taxe ne peut être instaurée sur les communes où est perçue la taxe annuelle sur les logements vacants au profit de l'Agence nationale de l'habitat (article 232 du CGI).

La taxe d'habitation n'est plus perçue ni par le département (depuis 2011), ni par la région (depuis 2000).

La majoration de taxe d'habitation sur les résidences secondaires (article 1407 *ter* du CGI) a été instituée par la loi de finances rectificative pour 2014. Les communes qui délibèrent en ce sens, perçoivent une majoration qui peut être comprise entre 5 et 60 % de la part leur revenant de la cotisation de taxe d'habitation due au titre des logements meublés non affectés à l'habitation principale.

La taxe additionnelle spéciale annuelle Île-de-France (TASARIF) (art 1599 quater D du CGI) est une taxe additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés bâties et à la cotisation foncière des entreprises. La région Île-de-France est la seule bénéficiaire de la taxe.

Les communes qui ne sont pas situées en Île-de-France ne sont donc pas concernées par cette nouvelle taxe.

La taxe pour la gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPi) a été instituée par la loi 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (art 1530 bis CGI). À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, cette compétence devenant intercommunale, les bénéficiaires de la taxe sont les EPCI.

La taxe foncière sur les propriétés non bâties n'est plus perçue depuis 2011 ni par le département, ni par la région. Elle a été réaffectée, à la commune ou à l'EPCI sous forme d'une taxe additionnelle au foncier non bâti, à taux non modulable (article 1519 I du CGI).

## **Cadre II : Dotation de compensation de la réforme de taxe professionnelle (DCRTP) et garantie individuelle de ressources concernant la commune**

La loi n° 2009-1673 de finances pour 2010 a :

- remplacé la taxe professionnelle par de nouveaux impôts (cotisation foncière des entreprises, cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau) ;
- réorganisé à compter de 2011 la perception des différents impôts locaux par catégories de collectivités
- et instauré la dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP) et le mécanisme de garantie individuelle de ressources (GIR) qui ont permis de neutraliser les effets financiers de cette réforme, en comparant les ressources réellement perçues par les collectivités en 2010 avec celles qu'elles auraient perçues si elles avaient immédiatement perçu le nouveau panier de ressources fiscales.

## **Cadre III : Taxes annexes**

Des taxes annexes aux taxes principales permettent de financer :

- la Chambre d'agriculture (article 1604 du CGI) ;
- la Caisse assurance accidents agricoles en Alsace-Moselle (ordonnance n° 45-2522) ;
- la Chambre de commerce et d'industrie (article 1600 du CGI) ;
- la Chambre des métiers et de l'artisanat (article 1601 du CGI) ;
- les établissements publics fonciers (dans certains départements, articles 1607 A à 1609 G du CGI).

La taxe sur les pylônes (article 1519 A du CGI) est perçue au profit des communes des pylônes imposables. Elle peut toutefois être perçue au profit d'un EPCI doté de la fiscalité propre, sur délibérations concordantes de cet établissement et de la commune membre sur le territoire de laquelle sont situés les pylônes.

## **Cadre IV : Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)**

La CVAE est répartie entre les collectivités d'implantation, à hauteur de 26,5 % à la commune et/ou son EPCI, 23,5 % au département et 50 % à la région.

La CVAE « due » est celle payée par les entreprises de plus de 500.000 € de chiffres d'affaires, avec un taux d'imposition progressif (maximum 1,50 %).

La CVAE « dégrevée » est versée par l'État pour compléter la part payée par les entreprises et atteindre un taux d'imposition uniforme de 1,50 %, dès 152.000 € de chiffre d'affaires.

La CVAE « exonérée compensée » correspond aux exonérations décidées par le législateur et compensée par l'État aux collectivités.

La CVAE « exonérée non compensée » correspond aux exonérations décidées par la collectivité.

L'éventuelle présence de montants négatifs correspond à des restitutions d'acomptes trop importants qui avaient été versés l'année précédente à la collectivité.

## **Cadre V : Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (IFER)**

Depuis 2010, les IFER (article 1519 D à HA et 1599 *quater* A et B du CGI) servent à neutraliser le bénéfice qui aurait été tiré du remplacement de la taxe professionnelle par la cotisation foncière des entreprises et la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, pour des entreprises non délocalisables, car implantées sur un réseau physique. La loi a affecté les IFER par nature, entre les différents types de collectivités.

La composante « réseaux ferroviaires » de l'IFER, non disponible par commune, ne figure pas dans le tableau.

## **Cadre VI : Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)**

La TASCOM (loi du 13 juillet 1972), perçue par le Régime social des indépendants jusqu'en 2010, a été affectée aux communes et aux EPCI à compter de 2011.

Un coefficient de modulation du tarif national, compris entre 0,80 et 1,20, peut être modifié chaque année par la collectivité bénéficiaire.

## **Cadre VII : Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)**

La TEOM est une taxe facultative, instaurée sur délibération (article 1520 du CGI).

Des taux différenciés peuvent être votés par la collectivité bénéficiaire (commune, EPCI ou syndicat) afin de la proportionner au service rendu.

Il peut y avoir jusqu'à cinq zones intercommunales de perception au sein de la commune, dotée chacune de son propre taux (plein, réduit A à D).

**Cadre VIII : Synthèse**

Ce tableau récapitule l'ensemble des montants perçus par les communes, syndicats, EPCI, département et région, hors rôles supplémentaires.

Les montants de DCRTP et de GIR concernant les départements et régions ne sont pas disponibles au niveau communal.

Les montants de DCRTP et de GIR concernant l'EPCI correspondent à l'impact de la réforme fiscale en 2010 pour l'EPCI sur le territoire de la commune.